

<https://laurentbloch.org/BlogLB/Contre-l-invitation-de-Benjamin-Netanyahu-a-la-commemoration-de-la-rafle-du-Vel-d-Hiv>



Contre l'invitation de Benjamin Netanyahu à la commémoration de la rafle du Vél d'Hiv

- Réflexions politiques et philosophiques -
Date de mise en ligne : jeudi 13 juillet 2017

Copyright © Blog de Laurent Bloch - Tous droits réservés

Le 16 juillet prochain sera célébré le 75ème anniversaire de la rafle du Vél d'Hiv. À cette occasion le Président de la République a jugé bon d'inviter le Premier Ministre israélien Benjamin Netanyahu à Paris pour participer aux cérémonies. Je n'approuve pas cette invitation, parce qu'elle me donne le sentiment que mon pays, la France, le seul État dont je suis et souhaite être citoyen, m'incite à faire allégeance à un État étranger parce que je suis juif.

Les 16 et 17 juillet 1942, 13 152 hommes, femmes et enfants juifs avaient été arrêtés par les autorités françaises, à l'injonction des autorités allemandes d'occupation. Détenus dans des conditions inhumaines pendant quatre jours, 1129 hommes, 2916 femmes et 4115 enfants furent entassés sur les gradins du Vélodrome d'hiver (démoli en 1959), voué aux courses cyclistes, avant d'être emmenés dans les camps de Beaune-la Rolande et Pithiviers (Loiret), puis déportés à Auschwitz, dont seuls une centaine devaient revenir vivants. C'est l'honneur de Jacques Chirac d'avoir été le premier chef d'État français à reconnaître la responsabilité de la France dans cette contribution au génocide des juifs.

Cet événement concerne au premier chef les descendants des victimes, juifs français ou présents sur le territoire français au moment où il a eu lieu. En invitant Benjamin Netanyahu, et lui seul [1], le gouvernement français lui reconnaît de fait la qualité de représentant des Juifs de France. Au-delà, il accepte la prétention de l'État d'Israël à être l'État de tous les Juifs dans le monde. C'est inadmissible.

Reconnaitre l'État d'Israël comme l'État de tous les Juifs dans le monde, cela signifie qu'Israël serait un État pour des juifs qui ne résident pas sur son territoire et qui n'ont jamais souhaité être ses citoyens. Cela signifie aussi, et c'est bien plus grave, que l'État d'Israël *n'est pas* un État pour ceux de ses citoyens qui ne sont pas juifs, soit 20 % de sa population, essentiellement les Palestiniens de nationalité israélienne, comme l'avait souligné dans un livre l'universitaire israélien [Shlomo Sand](#).

Cette invitation consternante laisse craindre que le gouvernement actuel, comme ses prédécesseurs, se prêtera à la bouffonnerie ridicule de participation aux dîners du CRIF, ce Conseil soit-disant représentatif des institutions juives de France, où toutes sortes de politiciens français viennent faire allégeance à ce qui n'est en fait qu'un lobby de soutien à la politique israélienne.

J'ai voté sans arrière-pensée pour Emmanuel Macron et pour le député de la République en marche de ma circonscription, et je l'assume, je ne suis pas naïf au point de croire que tout ce qui sera fait par ce gouvernement me plaira, mais là cela me reste au travers de la gorge.

Post-scriptum :

Depuis l'écriture de cet article la cérémonie a eu lieu. Tout ce que l'on avait pu craindre a eu lieu. Le président du CRIF a prononcé un discours odieux, d'extrême droite, anti-arabe, hostile. Netanyahu a profité de la situation pour bafouer la position française en proclamant Jérusalem capitale éternelle de l'État d'Israël. Macron a dit de belles choses, mais il a fini par se soumettre au chantage et par faire allégeance à la fraction la plus réactionnaire de l'électorat juif en déclarant « Nous ne céderons rien à l'antisémitisme, car il est la forme réinventée de l'antisémitisme. » Le compte-rendu de Médiapart par Antoine Perraud est équilibré et juste.

Aujourd'hui, en France, critiquer la politique israélienne est un délit pénal. Consternant.

[1] Si d'autres chefs d'État avaient été invités avec lui le caractère de la cérémonie aurait été différent.